

manière dont on pourrait renforcer la coopération internationale en matière océanographique dans les domaines où cela paraît nécessaire.

1719^e séance plénière,
27 juillet 1970.

1538 (XLIX). Application des techniques de calcul électronique au développement

Le Conseil économique et social,

Reconnaissant l'importance croissante de l'application de la science et de la technique pour l'accélération du développement économique et social de tous les pays, et plus particulièrement des pays en voie de développement,

Considérant les différentes activités déjà entreprises par les organismes des Nations Unies en vue de favoriser une plus large coopération internationale pour l'application de la science et de la technique au développement,

Convaincu que l'utilisation des ordinateurs et des techniques de calcul peut apporter une contribution substantielle au progrès du développement économique et social,

Rappelant la résolution 2458 (XXIII) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1968, concernant la coopération internationale en vue de l'utilisation des ordinateurs et des techniques de calcul pour le développement,

Reconnaissant aussi que la coopération internationale réclame le renforcement des activités touchant l'utilisation de la technique des ordinateurs pour le développement,

Prenant note du résumé⁵¹ du rapport du Secrétaire général⁵² préparé conformément à la résolution 2458 (XXIII) de l'Assemblée générale,

Ayant procédé à un examen préliminaire du résumé dudit rapport, en attendant de pouvoir effectuer un examen approfondi du rapport lui-même, ce qui n'a pas été possible du fait qu'il a été publié au milieu de la session seulement,

Considérant que les principales recommandations et conclusions contenues dans ce résumé pourront appeler, sous réserve d'un examen plus détaillé du rapport lui-même, des actions appropriées de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales intéressées par le problème de l'utilisation des ordinateurs et les problèmes connexes,

1. *Prie* le Secrétaire général de prendre dès maintenant les mesures nécessaires en vue d'assurer une large distribution de son rapport aux gouvernements des États Membres des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées, ainsi qu'aux autres organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales intéressées par la question ;

2. *Décide* d'examiner la question de l'utilisation de la technique des ordinateurs pour le développement à sa cinquantième session ;

⁵¹ E/4800/Summary.

⁵² E/4800.

3. *Prie en conséquence* l'Assemblée générale d'ajourner l'examen de cette question de sa vingt-cinquième à sa vingt-sixième session ;

4. *Recommande* aux commissions économiques régionales, au Programme des Nations Unies pour le développement, aux institutions spécialisées et à l'Agence internationale de l'énergie atomique, au Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, ainsi qu'aux autres organisations internationales intéressées, de continuer à apporter leur concours au Secrétaire général pour l'étude de cette question afin, notamment, de l'aider à mettre au point les suggestions qu'il jugerait utile de faire lors de l'examen de son rapport en vue d'assurer une large coopération dans ce domaine.

1720^e séance plénière,
28 juillet 1970.

1543 (XLIX). Rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement

Le Conseil économique et social

1. *Prend note avec satisfaction* du septième rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement⁵³ ;

2. *Appelle l'attention* de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées, de l'Agence internationale de l'énergie atomique et du Programme des Nations Unies pour le développement sur les chapitres pertinents du rapport du Comité, et, en particulier, sur ses recommandations⁵⁴ ;

3. *Approuve* le programme de réunions du Comité consultatif pour 1970 et 1971⁵⁵ ;

4. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures appropriées pour que les rapports du Comité consultatif qui sont destinés à être publiés soient imprimés le plus rapidement possible, dans la limite des ressources budgétaires existantes ;

5. *Appelle aussi l'attention* des gouvernements des États Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées, de l'Agence internationale de l'énergie atomique et du Programme des Nations Unies pour le développement sur le fait que la pénurie de personnel ayant reçu une formation adéquate constitue l'une des principales difficultés pour l'application de la science et de la technique au développement des pays africains, et les *invite* à prendre des mesures visant à résoudre le problème ;

6. *Invite* le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement à prendre en considération l'aide que les membres du Comité consultatif pourraient donner au personnel qu'il envisage d'affecter à la planification à long terme, conformément à la suggestion faite

⁵³ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément n° 9 (E/4780).

⁵⁴ *Ibid.*, par. 57.

⁵⁵ *Ibid.*, par. 7 à 9.

à l'alinéa *c* du paragraphe 23 du rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement relatif aux arrangements institutionnels futurs concernant la science et la technique ⁵⁶ ;

7. *Recommande* au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement l'idée de fournir un appui selon qu'il est approprié, à la demande des gouvernements, pour l'établissement de liens bilatéraux entre les institutions de recherche et d'enseignement des pays développés et des pays en voie de développement ;

8. *Invite* le Comité consultatif à continuer à tenir le Conseil pleinement au courant, par ses rapports annuels, des plans relatifs aux grandes études figurant dans son programme de travail ;

9. *Invite* tous les organes et organismes des Nations Unies à faire appel selon qu'il conviendra, individuellement ou collectivement par l'intermédiaire du mécanisme inter-organisations, au Comité consultatif en tant que source de conseils sur les questions scientifiques et technologiques ;

10. *Prend note* de l'avis général concernant la nécessité de continuer d'avoir, sur la question de l'application de la science et de la technique au développement, les conseils d'experts que le Comité consultatif a fournis.

1721^e séance plénière,
30 juillet 1970.

1544 (XLIX). Arrangements institutionnels futurs concernant la science et la technique

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1454 (XLVII), du 8 août 1969, sur les arrangements institutionnels futurs concernant la science et la technique,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la question ⁵⁷,

Ayant examiné aussi le rapport établi sur le même sujet par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement ⁵⁸,

Prenant note de la section pertinente du rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa sixième session ⁵⁹,

Notant en outre la section pertinente du trente-sixième rapport du Comité administratif de coordination ⁶⁰,

1. *Attache la plus haute importance* au renforcement, notamment par l'élimination de lacunes institutionnelles qui peuvent exister, des activités des organes et organismes des Nations Unies qui s'occupent de problèmes

⁵⁶ E/4827.

⁵⁷ E/4845.

⁵⁸ E/4827.

⁵⁹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément n° 10 (E/4877)*, chap. VIII, sect. C.

⁶⁰ Voir E/4840, chap. III, sect. B.

particuliers de l'application de la science et de la technique au développement et de la question du transfert aux pays en voie de développement des techniques d'exploitation ;

2. *Rappelle* le paragraphe 5 de sa résolution 1454 (XLVII) ;

3. *Note* que le Conseil du commerce et du développement a décidé d'examiner à sa dixième session, en priorité, les mesures nécessaires touchant les arrangements institutionnels à prévoir en ce qui concerne les aspects du transfert des techniques d'exploitation qui relèvent de son mandat ⁶¹ ;

4. *Réaffirme* qu'il est nécessaire de renforcer et de coordonner les activités actuelles et envisagées, et, notamment, de mettre en place un mécanisme intergouvernemental dans le domaine de l'application de la science et de la technique au développement, dans le cadre des Nations Unies et compte tenu des responsabilités respectives de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social ;

5. *Reconnaît* qu'aucun sentiment général ni aucune majorité ne s'est encore fait jour sur les meilleure façon d'assurer ce renforcement et cette coordination et sur la place à donner et le rôle à attribuer au mécanisme intergouvernemental qui serait créé ;

6. *Décide*, en attendant que les organes compétents des Nations Unies aient apporté de nouveaux éclaircissements sur les problèmes qui se posent, de différer jusqu'à sa cinquante et unième session sa décision à ce sujet ;

7. *Fait sienne* l'opinion exprimée dans le trente-sixième rapport du Comité administratif de coordination selon laquelle tous les arrangements pris dans le domaine de la science et de la technique ne seront utiles que si des ressources supplémentaires sont disponibles pour s'attaquer aux domaines qui posent des problèmes graves ⁶².

1721^e séance plénière,
30 juillet 1970.

1545 (XLIX). Enseignement des sciences

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1309 (XLIV) du 31 mai 1968 sur l'enseignement des sciences,

Soulignant l'importance de l'enseignement des sciences pour le développement,

1. *Prend note avec satisfaction* du deuxième rapport sur l'enseignement des sciences établi par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement ⁶³ ;

⁶¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément n° 16 (A/7616)*, troisième partie, annexe I, résolution 62 (IX).

⁶² Voir E/4840, par. 45.

⁶³ E/4814.